



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/C.II/MEM.2/2
26 novembre 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Commission de l'investissement, de l'entreprise et
du développement

Réunion d'experts pluriannuelle sur la coopération
internationale: coopération Sud-Sud et intégration régionale

Genève, 4 et 5 février 2009
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**COOPÉRATION SUD-SUD ET INTÉGRATION RÉGIONALE:
ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES**

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

La présente note traite des conséquences de la crise financière mondiale sur la coopération Sud-Sud et l'intégration régionale. Elle offre un aperçu de ses répercussions possibles sur les flux de capitaux et les secteurs financiers, l'investissement et le commerce. Ses auteurs passent en revue les mécanismes de coopération Sud-Sud et triangulaire intéressant a) la coopération financière et monétaire Sud-Sud et régionale; b) les accords d'investissement régionaux et Sud-Sud; et c) la coopération Sud-Sud dans le domaine du commerce et les secteurs connexes. Ils notent que la coopération régionale et interrégionale Sud-Sud pourrait compléter et renforcer les mesures prises au niveau mondial pour atténuer les effets négatifs de la crise actuelle, des actions collectives étant susceptibles de donner de meilleurs résultats que des actions nationales non coordonnées. Cette note contient de nombreux exemples, dont pourraient s'inspirer utilement les décideurs, de coopération Sud-Sud et régionale dans les domaines des finances, de l'investissement et du commerce.

I. LA CRISE ACTUELLE ET SON IMPACT SUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

1. La crise financière actuelle, d'une ampleur sans précédent, a mis sur le devant de la scène l'interdépendance des politiques macroéconomiques, de l'innovation financière et des cadres réglementaires. Le recours généralisé à des instruments financiers opaques, une mauvaise appréciation des risques et un endettement externe excessif combinés à des réglementations laxistes et à l'utilisation contestable de liquidités abondantes sont à l'origine de la plus grave crise financière depuis la Grande Dépression. Ce genre de situation nécessite des interventions politiques majeures pour éviter un dérèglement du système financier et un fort ralentissement de l'activité économique réelle. Les gouvernements et les banques centrales sont les seuls à pouvoir stabiliser les marchés quand la confiance s'est envolée et que tous les autres acteurs s'efforcent d'accroître leurs avoirs liquides.

2. Au départ, les analystes affirmaient que, puisque les pays en développement continuaient d'afficher une croissance vigoureuse, ils étaient parvenus à découpler leurs économies de celles des pays développés. Toutefois, la crise gagne maintenant aussi les pays en développement, par le canal des marchés financiers et commerciaux. Dans le premier cas, en témoigne l'augmentation récente des écarts entre les taux souverains des marchés émergents, en particulier ceux qui ont à la fois des déficits courants élevés et un stock important d'engagements extérieurs du secteur privé. Dans le deuxième cas, on constate déjà une baisse des recettes d'exportation dans les pays en développement sous l'effet conjugué d'un ralentissement de la demande d'importations en provenance de ces pays et de la baisse des cours des produits de base, qui représentent l'essentiel des exportations pour beaucoup d'entre eux. On trouvera dans les pages qui suivent une analyse plus approfondie de l'impact de la crise sur les finances, l'investissement et les échanges et de ses incidences sur la coopération Sud-Sud et l'intégration régionale/interrégionale.

A. Conséquences sur le secteur financier et l'économie réelle

3. L'étendue et la gravité de la crise financière et ses effets sur l'économie réelle restent extrêmement incertains. Le ralentissement de l'économie a été plus marqué dans les pays développés, qui glissent maintenant vers la récession. Bien que la croissance des économies des pays en développement ait récemment accusé un fléchissement, il est largement admis qu'elle devrait rester au-dessus des moyennes historiques. Quoi qu'il en soit, la récession qui s'annonce dans les pays développés finira par affecter tous les secteurs dans tous les pays du monde en raison de la mondialisation croissante des opérations financières et commerciales.

4. La propagation de la crise financière aux pays en développement et émergents est d'abord restée limitée aux marchés d'actions. Ces derniers se sont effondrés dans le monde entier mais, dans la plupart des pays, cette baisse représente essentiellement une correction de la hausse vertigineuse qui s'était produite au cours du premier semestre de 2007¹. Plus récemment, toutefois, la crise financière a également eu des conséquences importantes sur les flux de ressources vers les pays en développement. L'écart de rendement entre les obligations des pays émergents et les bons du Trésor des États-Unis a augmenté. Le pic récent de l'écart de taux entre

¹ CNUCED. Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey. Conseil du commerce et du développement. TD/B/EX(45)/2. 27 octobre 2008.

les marchés financiers pourrait indiquer que les investisseurs ont maintenant une perception différente du risque représenté par les pays émergents et réduisent leurs investissements. La crise pourrait aussi entraîner une diminution des envois de fonds des travailleurs, qui étaient devenus depuis quelques années la principale source de devises pour de nombreux pays pauvres. D'après des estimations récentes de la Banque mondiale, ces envois de fonds devraient baisser de 0,2 % entre 2007 et 2008 et de 0,9 à 6 % en 2009, en termes réels en part du produit intérieur brut (PIB). Ce déclin des envois de fonds devrait cependant être moins marqué que celui d'autres mouvements de capitaux publics ou privés vers les pays en développement².

5. Par ailleurs, les montants de l'aide publique au développement (APD) pourraient baisser, les pays donateurs étant appelés à financer des plans de sauvetage qui pourraient grever lourdement leur budget. Une analyse des crises qui se sont déjà produites dans des pays développés montre que, dans certains cas, elles ont entraîné une baisse sensible des dépenses d'aide³. Étant donné les conséquences négatives qu'aura vraisemblablement la crise sur le commerce et les mouvements de capitaux et de ressources des pays en développement, beaucoup de ces pays auront certainement du mal à maintenir une position débitrice et extérieure viable dans un tel climat économique. Dans ces conditions, il importe que la communauté internationale respecte ses engagements en matière d'aide.

6. Une baisse des entrées de capitaux – liée par exemple au dénouement d'opérations de «carry trade» – s'est traduite, dans certains pays, par une forte dépréciation des monnaies et des tensions sur les marchés financiers (au Brésil, en Hongrie, en Islande et en République de Corée par exemple). Des accords de swap bilatéraux et/ou régionaux entre les pays participants ont contribué à alléger les pressions sur le taux de change.

7. Un autre défi important qui attend les pays en développement est d'éviter que la crise n'ait des répercussions sur leur économie réelle. Le fait que l'activité économique réelle soit restée relativement forte dans ces pays tient essentiellement à deux facteurs: i) dans plusieurs des principaux pays en développement, la demande intérieure a joué un rôle plus important dans la croissance; et ii) les prix restés relativement élevés de certains produits de base (même après les chutes brutales de ces derniers mois) ont renforcé leur compte des transactions avec l'étranger et réduit leur dépendance à l'égard des capitaux extérieurs.

8. Ainsi que cela a été relevé lors de la réunion directive de la CNUCED en 2008, les excellentes performances économiques de la Chine ont constitué un facteur essentiel de l'importance de plus en plus grande des pays en développement dans la croissance économique mondiale et les flux commerciaux mondiaux. L'avenir économique de la Chine est à bien des égards crucial pour la façon dont les répercussions de la crise des marchés financiers toucheront d'autres pays en développement. Si le ralentissement de ses exportations freinera la croissance de la Chine, sa demande intérieure et ses activités d'investissement resteront sans doute stables et vigoureuses. La demande chinoise de produits importés de base reste forte et atténuera, pour les pays exportateurs de produits de base, les effets négatifs de ce qui serait sinon une récession économique mondiale.

² Banque mondiale. Outlook for Remittance Flows 2008-2010: Growth expected to moderate significantly, but flows to remain resilient. 11 novembre 2008.

³ Roodman D. History says financial crisis will suppress aid. 13 octobre 2008.

B. Évolution récente des investissements étrangers directs Sud-Sud

9. D'après des estimations de la CNUCED, les flux d'investissement étranger direct (IED) Sud-Sud ont augmenté à un rythme particulièrement rapide depuis le début des années 90. Le total des IED en provenance de pays en développement et de pays à économie de transition a bondi de 4 milliards de dollars en 1985 à 304 milliards de dollars en 2007. Ces investissements sont allés pour la plupart à d'autres pays en développement, souvent des pays voisins, ce qui en fait des investissements régionaux. Les sommes directement investies par des entreprises de pays en développement dans d'autres pays en développement sont passées de moins de 4 milliards de dollars en 1990 à 174 milliards de dollars en 2006, ce qui correspond à quelque 12 % des sorties mondiales d'IED en 2006 contre 5 % seulement en 1990. Certains pays en développement sont devenus des sources très importantes d'IED pour d'autres pays en développement. Les pays qui bénéficient de la plus forte proportion d'IED Sud-Sud par rapport au total des entrées d'IED sont notamment le Bangladesh, le Cambodge, l'Éthiopie, le Kirghizistan, la Thaïlande, la République-Unie de Tanzanie et quelques pays d'Amérique latine. L'augmentation des flux d'IED Sud-Sud renforce la coopération Sud-Sud et soulève plusieurs questions importantes relatives au développement, par exemple celles de la production et des relations d'affaires dans un contexte Sud-Sud. Toutefois, la crise financière mondiale oblige à se demander comment les flux d'IED Sud-Sud seront affectés et quelles seront les répercussions. D'un point de vue structurel, il est également important de chercher à déterminer comment les flux d'IED Sud-Sud pourraient renforcer la coopération Sud-Sud et influencer à l'avenir le contexte international de l'investissement.

10. De nombreux facteurs poussent des entreprises de pays en développement à investir à l'étranger et notamment dans d'autres pays en développement, ce qui renforce la coopération Sud-Sud. Il s'agit entre autres d'accéder à des marchés, à des technologies et à des ressources naturelles, de créer des noms de marque et de survivre. La proximité et les affinités géoculturelles, qui ne cessent de croître avec la familiarité que procure l'exercice d'une activité au sein d'une région, jouent un rôle important dans la décision d'investir dans des pays voisins. En même temps, les processus d'intégration régionale comme ceux qui renforcent les relations d'affaires ou facilitent les flux commerciaux favorisent encore les investissements et les réseaux de production intrarégionaux. Les investissements intra et interrégionaux entre pays en développement sont particulièrement importants dans le secteur manufacturier, les finances, les télécommunications, les industries extractives, les infrastructures et l'immobilier⁴. Les facteurs qui sont derrière ces motivations et ces processus n'ont pas changé depuis le début de la crise et, à court terme, rien ne laisse présager une baisse marquée des IED Sud-Sud. Les sociétés transnationales du Sud actives dans les domaines cités plus haut réinvestissent surtout des bénéfices non distribués et n'ont guère recours à l'emprunt et sont donc moins touchées par la crise financière. Il en va de même des fonds souverains, de plus en plus associés aux IED en provenance du Sud. Les flux d'IED Sud-Sud pourraient cependant accuser une baisse sensible si la crise financière actuelle devait déboucher sur une récession mondiale de longue durée affectant la capacité des sociétés transnationales des pays en développement d'investir dans d'autres pays en développement. Par ailleurs, un durcissement des réglementations

⁴ CNUCED. *Rapport sur l'investissement dans le monde, 2007: Sociétés transnationales, industries extractives et développement*. Publication des Nations Unies, New York et Genève, 2007.

internationales applicables à l'investissement offshore aurait pour effet de réduire les flux d'IED vers les centres offshore ainsi que l'ampleur des flux d'IED Sud-Sud.

11. Une telle baisse aurait des conséquences non négligeables, en particulier pour certains pays ou certaines régions. Par exemple, les IED en provenance des pays en développement sont une source importante d'investissement pour de nombreux pays moins avancés (PMA) qui en absorbent plus de 40 %⁵. En Afrique, plus de 50 % des entrées d'IED au Botswana, en République démocratique du Congo, au Lesotho, au Malawi et au Swaziland proviennent d'Afrique du Sud. En Asie, plus de 50 % des entrées d'IED au Cambodge, en République démocratique populaire lao et au Myanmar entre 2002 et 2007 provenaient d'autres pays en développement d'Asie. Des investisseurs d'Argentine, du Brésil, du Chili et du Mexique sont devenus des acteurs régionaux importants en Amérique latine, en partie en raison de l'intégration régionale et des stratégies transcontinentales mises en œuvre par les sociétés transnationales pour s'implanter plus solidement dans leur région. En partie aussi à cause de l'intégration économique, des entreprises de Malaisie, de Singapour et de Thaïlande sont désormais des acteurs régionaux importants dans les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)⁶. Une crise financière et économique durable aura un effet sur toutes ces activités à mesure qu'en souffriront la rentabilité et les commandes d'exportation des sociétés transnationales des pays en développement qui réduiront ou rationaliseront leurs activités à l'étranger. Sur le moyen terme cependant, quand le monde commencera à se remettre de la crise, les flux d'IED Sud-Sud à destination de régions en développement et d'industries données pourraient augmenter dans certains secteurs, telles les finances, les industries extractives et les infrastructures.

C. Conséquences pour les échanges Sud-Sud

12. Le commerce Sud-Sud risque d'être frappé par la crise financière mondiale. En 2007, les échanges Sud-Sud de marchandises se sont montés à 2,4 milliards de dollars des États-Unis, soit 20 % du commerce mondial. Les échanges Sud-Sud ont progressé à un rythme accéléré depuis 1995, en moyenne de 13 % par an, alors que les échanges mondiaux augmentaient en moyenne de 9 % par an et les échanges entre pays développés de 10 %. Pendant cette période, le poids des exportations Sud-Sud dans le total des exportations a augmenté de 7 % dans les pays en développement d'Afrique, de 4 % en Asie et de 2 % dans les pays en développement des Amériques.

⁵ CNUCED. *Rapport sur l'investissement dans le monde 2006: l'IED en provenance des pays en développement ou en transition: incidences sur le développement*. Publication des Nations Unies, New York et Genève, 2006.

⁶ CNUCED. *Global Players From Emerging Markets: Strengthening Enterprise Competitiveness through Outward Investment*. Publication des Nations Unies, New York et Genève, 2007.

**Destinations des exportations en provenance de pays en développement en 2007
(en pourcentage du total des exportations)**

2007	Vers le Nord	Vers le Sud	Afrique en développement	Amériques en développement	Asie en développement
Afrique en développement	70,1	29,9	9,7	2,9	17,2
Amériques en développement	70,0	30,0	1,8	18,8	9,3
Asie en développement	50,9	49,1	2,4	2,8	43,9
1995					
Afrique en développement	77,6	22,4	10,5	1,8	10,2
Amériques en développement	71,8	28,3	1,4	19,8	7,1
Asie en développement	54,9	45,1	2,0	2,2	40,9

Source: CNUCED.

13. Entre 2005 et 2007, plus du tiers des biens faisant l'objet d'échanges Sud-Sud étaient des articles de haute technologie, à savoir des appareils électriques/électroniques (pièces détachées et composants compris), des machines et des appareils. Les exportations de combustibles ont également occupé une part importante de ces échanges. Ce sont les secteurs dans lesquels la croissance a été le plus dynamique depuis 1995: la part des exportations de produits manufacturés de haute technologie dans le total des exportations Sud-Sud est passée de 8 % à 34 % et celle des combustibles de 8 % à 21 %. Cet accroissement des exportations de produits manufacturés dans le Sud est dû à l'essor du commerce de produits semi-manufacturés à la suite de la mise en place de systèmes de partage de la production, en particulier en Asie de l'Est (ASEAN plus Chine par exemple), et à une augmentation des exportations de produits finis.

Principaux secteurs exportateurs dans les pays en développement

		Part dans le total des exportations en provenance du Sud, en pourcentage (moyenne 2005-2007)	Évolution en pourcentage depuis 1995
	Vers le Sud		
1	Articles électriques/électroniques	24,1	6,6
2	Combustibles	21,1	7,7
3	Machines et appareils	10,1	1,3
4	Métaux et produits de base	7,4	-0,3
5	Agriculture	5,7	-4,1
6	Chimies et industries apparentées	5,3	-0,4
	Autres secteurs	32,0	-15,2

		Part dans le total des exportations en provenance du Sud, en pourcentage (moyenne 2005-2007)	Évolution en pourcentage depuis 1995
	Vers le Nord		
1	Combustibles	23,4	6,2
2	Articles électriques/électroniques	16,1	-0,1
3	Machines et appareils	12,0	1,6
4	Textiles et articles textiles	8,9	-3,2
5	Métaux et produits de base	6,1	0,7
6	Agriculture	6,1	-4,3
	Autres secteurs	33,6	-5,2

Source: CNUCED.

14. Cette expansion rapide du commerce Sud-Sud pourrait cependant être freinée par la crise financière actuelle et le ralentissement de l'économie qui en résulte dans les principaux pays développés. En effet, cette crise risque d'avoir un impact négatif sur les facteurs qui ont été les moteurs de l'expansion des échanges Sud-Sud, soit, d'après la CNUCED: i) la croissance économique rapide de plusieurs marchés émergents du Sud (Brésil, Chine et Inde par exemple); ii) l'importance grandissante des systèmes de partage de la production dans le Sud; et iii) l'amélioration des mécanismes de facilitation du commerce et des transports dans les pays en développement⁷.

15. Premièrement, les exportations «dynamiques» en provenance des économies émergentes du Sud – c'est-à-dire les exportations à forte croissance de biens et de services – ont été directement touchées par le ralentissement de l'activité des marchés, par exemple dans les pays de l'Union européenne et aux États-Unis, à la suite d'une baisse brutale de la demande de consommation. Ces exportations dynamiques – qui concernent entre autres des articles électriques et électroniques, des articles d'informatique et de télématique, des textiles et des vêtements et d'autres produits manufacturés – représentent plus de 40 % des exportations du Sud vers le Nord. Deuxièmement, l'effondrement de la demande dans le Nord est rapidement répercuté des économies émergentes aux autres pays en développement par le biais des relations commerciales Sud-Sud dont le développement, au cours des dix dernières années, a été facilité entre autres par la mise en place de nouveaux systèmes de partage de la production entre pays du Sud. C'est ainsi qu'une chute de la demande, aux États-Unis, de produits finis en provenance de Chine entraînera une baisse, en Chine, de la demande de pièces détachées et de composants importés de pays d'Asie voisins. La diminution de l'activité économique qui pourrait en résulter en Chine se traduira vraisemblablement par une baisse des importations de matières premières et de produits de base.

⁷ Ces facteurs ont été définis comme les principaux moteurs de la croissance économique dans «Émergence d'un nouveau Sud et rôle des échanges Sud-Sud comme moyen d'intégration régionale et interrégionale en vue du développement», note établie par le secrétariat de la CNUCED pour la table ronde 4, CNUCED XII, avril 2008 (TD/425).

16. Les cours des produits de base se sont déjà effondrés par rapport aux sommets atteints en juin 2008. Comme le montre l'indice des prix des produits de base de la CNUCED, les cours mondiaux ont baissé de 11,5 %, en dollars des États-Unis, entre juin et septembre 2008⁸. Les pays en développement à faible revenu, en particulier les PMA, seraient extrêmement touchés par une crise financière mondiale. Étant fortement tributaires de l'exportation de produits de base, ils seraient directement pénalisés par une chute immédiate de leurs recettes d'exportation. Ils n'ont pas de marché intérieur important leur permettant de faire face au recul de leur commerce extérieur et ne disposent pas non plus de réserves suffisantes de devises pour couvrir leurs pertes.

17. Troisièmement, une crise financière mondiale entraînera des turbulences au niveau de la facilitation des échanges et de la logistique, par exemple des transports et du financement des échanges. Pour ce qui concerne les transports, le déclin de la demande mondiale et le ralentissement des échanges qui en résulte entraînent une baisse des coûts, ce qui devrait en principe être un plus pour les pays en développement. Toutefois, des problèmes de surcapacité et le ralentissement du commerce conduisent à réduire le nombre des lignes de navigation, en particulier entre les marchés des pays en développement, ce qui, à son tour, limite leur accès aux marchés étrangers⁹. La crise mondiale de liquidités a eu de graves conséquences sur les conditions et le volume des crédits commerciaux et des financements de projets: à l'heure actuelle, les marchés obligataires et les crédits consortiaux sont pratiquement inexistantes. Obtenir des financements est devenu cher, y compris pour les échanges Sud-Sud. Les taux d'intérêt sur les crédits d'exportation dépassent de loin les taux de refinancement des banques, cependant que les primes d'assurance exportation augmentent rapidement et que les conditions de remboursement (durée du remboursement) ou la couverture de la responsabilité deviennent plus restrictives. Les formules de crédits à l'exportation (financement garanti par des organismes de crédits à l'exportation) et d'autres structures de financement comme des opérations de troc occupent à nouveau une place de choix parmi les principaux moyens de financement. Des mesures sont prises aux niveaux national et international pour alimenter le fonds de financement des échanges¹⁰. Il faudrait cependant que les banques (dont les institutions

⁸ Cette tendance a été mondiale mais certains produits ou groupes de produits ont été plus affectés que d'autres: les huiles végétales et les oléagineux (-28 %), le pétrole brut (-24,5 %) et les produits alimentaires (-11,5 %) dont le riz (-28 %) (mai-septembre), le maïs (-20 %) (juin-septembre) et le blé (-16 %) (juin-septembre). Source: Bulletin des prix des produits de base de la CNUCED.

⁹ Le 30 octobre 2008, le premier transporteur maritime au monde, Maersk Line, a confirmé la suppression d'une ligne reliant l'Asie et l'Europe avec neuf navires, ce qui représente environ 7 600 équivalents vingt pieds (EVP) par semaine. Cette annonce du transporteur danois est venue exactement trois jours après celle de l'American President Lines (APL) selon laquelle, en raison de «conditions de plus en plus difficiles», la compagnie allait réduire de 25 % ses lignes de navigation entre l'Asie et l'Europe et de 20 % ses lignes transpacifiques. Containerisation International online. 30 octobre 2008.

¹⁰ Le Brésil, les États-Unis et d'autres pays ont injecté des liquidités pour pallier l'assèchement des crédits à l'exportation avec lequel étaient confrontés leurs exportateurs. La société financière internationale du groupe de la Banque mondiale envisage de tripler le montant maximal, pour

multilatérales, les institutions de financement du développement et les banques centrales) et les organismes de crédit coordonnent encore plus étroitement leurs activités pour créer un impact réel capable d'atténuer les problèmes qui se posent et de maintenir l'élan de croissance du commerce Sud-Sud.

II. ÉCHANGES SUD-SUD ET SYSTÈMES DE COOPÉRATION TRIANGULAIRE

18. Dans un monde où tout est interrelié, aucun pays ne peut agir seul. Réuni en novembre 2008, le Groupe des 20 s'est attaché à trouver des solutions à la crise financière. Il a fait le point des mesures qui ont été ou devraient être prises selon les grands axes de réforme suivants: renforcer la transparence et l'obligation de rendre des comptes; assurer une surveillance prudentielle; gérer les risques; promouvoir l'élaboration de réglementations solides et la surveillance prudentielle; veiller à l'intégrité sur les marchés financiers et réformer les institutions financières internationales. Étant donné le caractère mondial de la crise, des solutions devront être mises au point dans le cadre d'une organisation véritablement universelle comme l'Organisation des Nations Unies – au sein de ce que l'on a appelé le «G192». Ces efforts mondiaux, sous la forme d'une coopération Nord-Sud et d'une coopération triangulaire, pourraient être complétés par une coopération Sud-Sud et une coopération régionale.

19. Les petits pays en développement dont l'économie est ouverte n'ont qu'un choix limité de solutions pour faire face aux chocs venus de l'extérieur. L'une de ces solutions consiste à faire cause commune dans le cadre d'une coopération Sud-Sud et régionale, pour se protéger des turbulences des marchés financiers internationaux. Dans les situations de crise, des actions collectives ont plus de chances d'être efficaces que des mesures isolées au niveau national. Par ailleurs, les pays en développement disposent maintenant de davantage de ressources qu'autrefois (réserves de devises étrangères, sorties d'IED, marchés intérieurs par exemple), ce qui élargit l'éventail et l'ampleur des actions possibles de collaboration. Dans le domaine financier, il est par exemple possible d'envisager des accords de swap, la mise en commun des réserves des banques centrales, des mécanismes de coordination des taux de change, des institutions régionales de contrôle, des accords régionaux de paiement ainsi que l'expansion ou la création de banques régionales de développement et de marchés obligataires régionaux pour faciliter l'accès à des financements à long terme. Une coordination monétaire pourrait prendre la forme d'un mécanisme régional de taux de change, de parités plus ou moins fixes au sein du bloc dont les monnaies fluctueraient en parallèle ou d'une union monétaire.

20. Ces formes de coopération offrent certains avantages. Une coopération Sud-Sud et régionale peut jouer un rôle utile, en particulier pour la conception et la mise en place d'instruments à l'intention des pouvoirs publics. Les pays peuvent également être plus libres d'élaborer des stratégies et de déterminer leurs priorités que lorsqu'ils bénéficient d'autres formes d'aide éventuellement assorties de conditions. Des mécanismes existent déjà, qui peuvent être riches d'enseignements. Des exemples de la façon dont une coopération Sud-Sud peut faciliter les échanges financiers et monétaires, l'investissement et le commerce intrarégional sont donnés ci-après.

le porter à 3 milliards de dollars, de son programme mondial de financement du commerce à l'intention des pays en développement, comme cela a été indiqué lors d'une réunion internationale sur le financement des exportations organisée le 12 novembre 2008 par l'Organisation mondiale du commerce.

A. Coopération Sud-Sud et régionale dans les domaines financier et monétaire

21. La coopération monétaire et financière a progressivement pris une place de plus en plus grande dans les processus d'intégration régionale dont peuvent être tirés de nombreux enseignements. Une coopération Sud-Sud et régionale en matière monétaire et financière permet aux pays en développement de mieux résister aux aléas des marchés financiers internationaux par la mise en place de systèmes régionaux de paiement et de financement mutuel, l'utilisation obligatoire des monnaies nationales et la mise au point de mécanismes régionaux de coordination des politiques et de surveillance macroéconomique.

22. Le *Rapport de la CNUCED sur le commerce et le développement 2007*¹¹ donne quelques exemples récents de coopération financière et monétaire¹². Ce type de coopération peut prendre plusieurs formes. Il s'agit entre autres de facilités de paiement et d'accords de crédit, d'activités de coopération régionale pour le financement du développement, de mécanismes de taux de change et d'unions monétaires. Ces solutions sont analysées ci-après:

a) *Facilités de paiement et accords de crédit*: Les accords de paiement et de crédit entre banques centrales visent à fournir des financements à court terme aux pays parties à un accord commercial. Les banques centrales qui participent à de tels mécanismes compensent les montants qu'elles se doivent réciproquement pour les opérations de balance des paiements réalisées durant une période donnée et règlent le solde en devise forte à une date prédéterminée. Ces arrangements facilitent les transactions internationales entre pays et ceux qui y participent n'ont pas besoin d'autant de réserves de change pour financer leur commerce intrarégional.

Il existe plusieurs exemples d'arrangements de ce type, dont l'un est l'Initiative de Chiang Mai, lancée en 2000 par l'ASEAN avec la Chine, le Japon et la République de Corée (ASEAN+3) pour faire face à la crise financière qui a sévi en Asie en 1997 et 1998. L'Initiative de Chiang Mai est le plus important des accords de swap bilatéraux entre pays en développement. Trois des principaux axes du dialogue et de la coopération sont la surveillance des flux de capitaux, la mise en place de mécanismes d'auto-assistance et les réformes financières internationales¹³. L'Initiative de Chiang Mai vise autant la gestion que la prévention des crises en fournissant des liquidités internationales aux pays participants. En octobre 2008, les ministres des finances du groupe ASEAN+3 ont décidé de porter de 6 à 80 milliards de dollars le montant déposé au titre de l'Initiative. Ils sont également convenus d'élargir

¹¹ CNUCED. *Rapport sur le commerce et le développement 2007: la coopération régionale pour le financement du développement*. Publication des Nations Unies, New York et Genève, 2007. http://www.unctad.org/en/docs/tr2007ch5_en.pdf.

¹² Pour une analyse plus générale, voir: UNCTAD. *Global and Regional Approaches to Trade and Finance*, UNCTAD/GDS/2007/1, publication des Nations Unies, New York et Genève, 2007.

¹³ Voir: The Joint Ministerial Statement of ASEAN+3 Finance Ministers' Meeting. Chiang Mai, Thaïlande. 6 mai 2000.

l'arrangement de swap à des réseaux de swap multilatéraux ainsi que bilatéraux et d'avancer la date de mise en œuvre au premier semestre de 2009¹⁴.

Un autre exemple est le Fonds de réserve d'Amérique latine créé en 1978 pour assurer la stabilité des pays membres de la région andine. Ses objectifs sont: i) aider les pays membres à équilibrer leur balance des paiements par l'octroi de crédits et de prêts à des tierces parties; ii) contribuer à harmoniser les politiques monétaires, fiscales et de change des pays membres; et iii) améliorer les conditions des investissements de réserves internationales consentis par les pays membres¹⁵.

En octobre 2008, le Brésil et l'Argentine ont annoncé le lancement du système Brésil-Argentine de paiement en monnaies locales, dont le but est de simplifier et de rendre plus efficaces les transactions intrarégionales en facilitant les flux et en réduisant les coûts. En vertu de cet accord, les importateurs et les exportateurs règlent leurs transactions dans leur monnaie nationale. Ce système permet de réduire les coûts de transaction liés aux paiements internationaux et de ne pas avoir à utiliser de troisième monnaie lors de transactions directes entre entreprises.

b) *Coopération financière Sud-Sud et régionale*: Sous la forme d'un fonds d'investissement régional basé sur des devises fortes ou d'institutions financières régionales déjà existantes, la coopération financière régionale offre des possibilités de placements permettant non seulement d'accroître le rendement des réserves de change, mais aussi de stimuler le développement régional. Par ailleurs, l'une des caractéristiques de plus en plus importante des banques de développement régionales est qu'elles empruntent et prêtent de plus en plus en monnaies locales. Un exemple en est donné par la Société andine de développement (SAD), institution financière multilatérale qui fournit des fonds aux pays de la région andine afin de promouvoir l'intégration régionale et le développement durable de ces pays. La SAD est la principale source de fonds multilatéraux pour la région andine. Un autre exemple est donné par la Banque asiatique de développement (BAsD) qui s'emploie à renforcer les marchés financiers locaux et régionaux en empruntant et en prêtant en monnaies locales. Dans le but de réduire les aberrations des taux de change des monnaies et de promouvoir le marché des capitaux local, elle a commencé à prêter en monnaie locale.

c) *Mécanismes de taux de change et unions monétaires*: La création de mécanismes régionaux de taux de change et les unions monétaires servent à protéger les marchés régionaux contre la volatilité des taux de change. La coopération monétaire permet aux pays de garantir la stabilité de leur monnaie à l'intérieur et à l'extérieur tout en évitant des mouvements volatils de capitaux à court terme, des arbitrages et des sur- et sous-évaluations fréquentes. Les pays en développement, en particulier ceux qui sont unis par des économies ouvertes et des liens commerciaux étroits, ont tout à gagner d'arrangements monétaires destinés à renforcer leur compétitivité à l'exportation et leur stabilité monétaire à l'extérieur. Trois des quatre unions monétaires du monde réunissent des pays en développement: l'Union monétaire des Caraïbes orientales, la Zone monétaire commune d'Afrique australe (ZMC) et la Zone du franc CFA

¹⁴ Aglionby J. Currency swap scheme to be expanded. *Financial Times*. 16 octobre 2008.

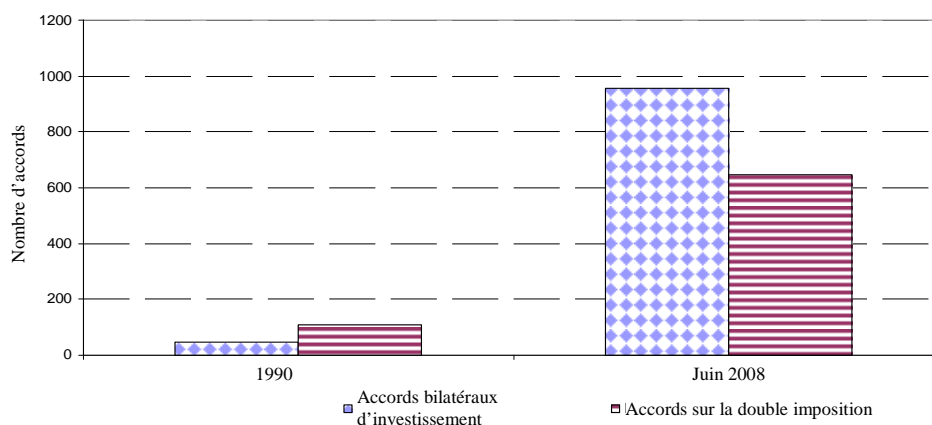
¹⁵ Art. 3 de l'accord portant création du Fonds.

en Afrique, composée, en particulier, de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). La quatrième union monétaire est l'Union monétaire européenne. Les membres du Conseil de coopération du Golfe envisagent de former une union monétaire d'ici à 2010.

B. Coopération régionale et accords d'investissement Sud-Sud

23. L'expansion rapide de l'IED et des sociétés transnationales des pays en développement, y compris de l'IED Sud-Sud, tient en particulier à la multiplication des opportunités d'investissement dans d'autres pays en développement et à l'assouplissement des politiques nationales relatives aux sorties d'IED. Des pays en développement comme la Chine, l'Inde, la Malaisie, la République de Corée et Singapour encouragent leurs entreprises à investir à l'étranger. En conséquence, le nombre des accords internationaux d'investissement Sud-Sud a fortement augmenté¹⁶. Ainsi, le nombre des accords bilatéraux d'investissement Sud-Sud a bondi de 42 en 1990 à plus de 950 en juin 2008 (fig. 1). Celui des accords concernant la double imposition est passé de 110 en 1990 à 645 en juin 2008¹⁷. Plus de 100 accords de coopération économique entre pays en développement avaient été conclus en juin 2008¹⁸. Ces tendances se maintiendront et favoriseront la coopération Sud-Sud et l'IED régional, indépendamment des reculs pouvant résulter de la crise financière à court ou à moyen terme.

Figure 1. Multiplication des accords bilatéraux d'investissement et des accords sur la double imposition Sud-Sud entre 1990 et juin 2008



¹⁶ CNUCED: Coopération Sud-Sud dans le domaine des accords internationaux d'investissement. Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.05.II.D.26, New York et Genève, 2005.

¹⁷ Ces chiffres concernent également les pays à économie de transition.

¹⁸ D'autres accords bilatéraux et régionaux de libre-échange contenant également des dispositions sur les investissements rendent les pays ou régions qui en sont parties attractifs pour l'IED. Ces accords sont entre autres l'Accord de libre-échange ASEAN-Chine, l'Accord ASEAN-Inde, l'Accord Chine-Inde, l'Accord Chine-République de Corée, l'Accord Chili-Chine, l'Accord Chine-Pakistan et l'Accord de libre-échange Asie du Sud.

24. En Afrique, en Asie et en Amérique latine, l'intégration régionale a contribué à rendre ces régions plus attractives pour l'IED, en partie à cause des économies d'échelle rendues possibles par un marché régional plus vaste, un meilleur accès aux facteurs de production, une plus grande liberté de mouvement des biens et des services et une structure de production plus efficace grâce à la division régionale du travail. L'intégration économique de l'ASEAN, par exemple par le biais de sa zone de libre-échange et de sa zone d'investissement, a renforcé le pouvoir de la région comme pôle d'attraction des flux d'IED et comme base de production concurrentielle. De même, l'intégration régionale au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDDA) et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) rend également ces régions plus attractives pour l'IED. En Amérique latine, les investissements intrarégionaux ont acquis une importance non négligeable et ont contribué à des investissements Sud-Sud dans différents secteurs comme la production de denrées alimentaires et de boissons, la mécanique, l'électricité, l'exploitation minière, les télécommunications et les activités de détail. Les flux d'IED Sud-Sud et leurs liens avec l'intégration régionale resteront un moteur important du développement pour de nombreux pays et groupements régionaux.

C. Coopération Sud-Sud dans le domaine du commerce et les secteurs connexes

25. Les relations commerciales Sud-Sud peuvent être de bons moyens d'atténuer les effets négatifs de la crise actuelle. Les instruments qui pourraient être mis en œuvre à cet égard sont notamment le Système global de préférences commerciales, les accords commerciaux régionaux et la coopération dans d'autres domaines et institutions favorables au commerce.

26. Les systèmes d'intégration régionale et interrégionale Sud-Sud sont désormais des instruments essentiels de la coopération régionale et du développement des États membres. Au fil des années et en particulier ces dernières années avec la forte croissance de certains pays en développement, ces systèmes ont donné lieu à des stratégies et mécanismes novateurs de coopération intéressants notamment le commerce, les finances, la monnaie et les secteurs macroéconomiques connexes, le but étant de renforcer encore l'intégration économique régionale pour mieux tirer parti du système commercial international. Les pays d'Amérique latine ont par exemple créé en 2007 la Banque du Sud chargée de financer le développement dans la région. Ces dispositifs nouveaux peuvent accroître la capacité d'adaptation des économies de la région et renforcer les échanges Sud-Sud.

27. Dans le domaine des transports, l'ASEAN a adopté une feuille de route pour un système intégré et compétitif de transport maritime. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le Marché commun centraméricain, la CARICOM, la Communauté andine et le MERCOSUR ont établi des liens entre leurs systèmes de transports terrestre et maritime dotés de leurs propres réseaux, cadres institutionnels et réglementaires et plans de développement des infrastructures. En Afrique, la COMESA a introduit un programme de facilitation du commerce et du transport en transit pendant que la Communauté de développement de l'Afrique australe adoptait un protocole sur les transports, les communications et la météorologie. De même, au titre de son accord-cadre sur le transport en transit, l'Organisation de coopération économique (OCE) a lancé plusieurs initiatives intrarégionales en Asie centrale et de l'Ouest avec la participation de 10 pays, dont l'Afghanistan, le Pakistan et la République islamique d'Iran, pour promouvoir la coopération Sud-Sud dans les domaines du commerce et des transports et dans d'autres secteurs. C'est ainsi qu'a été créée une nouvelle ligne de transport ferroviaire de fret qui part d'Almaty

(Kazakhstan), traverse les républiques de l'Asie centrale et la République islamique d'Iran et aboutit en Turquie.

28. En matière de commerce et de financement de projets, le Réseau mondial de banques d'import-export et d'institutions de financement du développement (G-NEXID) apporte une réponse institutionnelle dynamique aux tendances qui se font jour dans les échanges internationaux, marqués notamment par les performances impressionnantes du commerce Sud-Sud en quantité comme en qualité. Lancé en 2004, le G-NEXID qui compte actuellement 25 membres, devrait renforcer les accords bilatéraux et multilatéraux de tous types conclus entre des banques d'export-import (EXIM) et des institutions de financement du développement basées dans des pays en développement. La crise financière actuelle a donné une importance accrue à la collaboration et le G-NEXID est bien placé pour répondre à ce besoin. Ses membres concluent entre eux de nombreux accords de coopération commerciale par le biais de systèmes de cofinancement, la mise en place d'instruments financiers appropriés et concurrentiels et la mise à disposition de lignes de crédit. Ainsi, la Banque d'export-import de l'Inde a mis en place des lignes de crédit avec la Banque du commerce et du développement d'Afrique orientale et australe, la Banque d'export-import du Nigéria et la Banque africaine d'export-import (Afrexim Bank). Des accords du même type ont été conclus entre la Banque d'export-import de Roumanie et la Banque du développement industriel du Kenya ainsi qu'entre la Banque de développement d'Afrique orientale et la Banque de développement de Chine.

III. THÈMES DE DISCUSSION

29. Plusieurs enseignements peuvent être tirés des nombreux exemples de coopération Sud-Sud et régionale en matière de finances, d'investissements et d'échanges. Les experts souhaiteront peut-être répondre aux questions posées ici dans le contexte d'une coopération triangulaire, régionale et Sud-Sud.

A. Intégration régionale et coopération Sud-Sud

Selon quels processus différentes régions parviennent-elles à l'intégration? En quoi sont-ils semblables et quelle est leur efficacité pour l'intégration régionale?

Quelles sont les tendances à long terme de l'intégration régionale à travers les régions? Quel est son impact sur la coopération Sud-Sud?

Les accords de coopération ont-ils gagné en efficacité aux fins de l'intégration et du développement Sud-Sud?

Quelles sont les opportunités nouvelles dans les domaines des finances, de l'investissement et du commerce?

B. Crises financières: des solutions Sud-Sud?

Quelle est l'efficacité des mesures qui ont été prises par les pays pour atténuer les risques, faire face aux crises et les prévenir? Quels mécanismes les pays ont-ils éventuellement institutionnalisés?

Des régions sont-elles sorties plus fortes d'une crise financière? Si oui, quelles données empiriques en témoignent? Quels enseignements politiques est-il possible de tirer de ces expériences?

Quels enseignements est-il possible de tirer de l'intégration régionale mise au service de la coopération Sud-Sud, en particulier pour ce qui concerne les flux de capitaux et la coopération financière?

Quelles seraient les répercussions d'un déclin éventuel de l'aide publique au développement pour la coopération Sud-Sud?

Quel est le potentiel des fonds d'investissement interrégionaux?

C. Intégration régionale et IED

La crise financière mondiale affectera-t-elle les flux d'IED Sud-Sud? Tous les secteurs seront-ils touchés dans les mêmes proportions?

Quels enseignements politiques peut-on tirer des mesures prises dans les pays et les régions pour attirer et exploiter les flux d'IED Sud-Sud?

En quoi des arrangements régionaux rendent-ils une région plus attractive et mieux adaptée en matière d'investissement et de production? Comment les flux d'IED Sud-Sud influenceront-ils le cadre futur des investissements internationaux et de la coopération Sud-Sud?

D. Échanges Sud-Sud et crise financière mondiale

Comment la crise financière actuelle a-t-elle affecté les échanges Sud-Sud, y compris au sein des groupements régionaux? Certains secteurs pourraient-ils tirer parti du commerce Sud-Sud pendant cette crise?

Quelles sont la nature et l'ampleur des effets commerciaux de la crise financière sur chaque groupement régional? Quelles mesures faut-il prendre pour faire face à ces problèmes (par exemple en matière de financement et de facilitation des échanges)?

Selon quelle probabilité la crise financière actuelle et la perspective d'un ralentissement de l'économie mondiale conduiront-elles à réévaluer les systèmes internationaux de partage de la production, y compris entre pays en développement?
